



PRESSE SOLIDAIRE
Conakry, le 02 novembre 2022

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail-Justice-Solidarité

Déclaration

La Journée internationale de la fin de l'impunité pour les crimes commis contre les journalistes est célébrée le 2 novembre de chaque année. Cette journée a été instituée par les Nations unies depuis 2013 à travers une résolution. Cette journée a été instituée en mémoire de Ghislaine Dupont et de Claude Verlan, journalistes de RFI tués à Kidal en République du Mali le 2 novembre 2013.

A travers cette résolution, les Nations unies exhortent ses membres de mettre en place des mesures précises afin de lutter contre la culture de l'impunité.

En Guinée, la rencontre entre le Conseil national du rassemblement et du développement (CNRD) avec les associations de presse, dès après la prise du pouvoir, avait suscité beaucoup d'espoir pour la liberté de la presse dans notre pays. Cet espoir, malheureusement, ne durera que pour un laps de temps, parce que, quelques semaines après, les journalistes ont commencé à rencontrer des difficultés dans l'exercice de leur métier.

De l'agression des journalistes dans l'exercice de leur métier...

Le 18 novembre 2021, Amadou Tidiane Diallo, journaliste à la radio GPP FM de Labé et correspondant du site d'informations Mediaguinee dans cette ville, a été placé en garde-vue suite à une plainte pour diffamation par voie de presse. Cette plainte a été déposée à la brigade de gendarmerie de Labé par Patrice Koman Koïvogui, substitut du procureur de la République près le tribunal de première instance de Labé d'alors. Au final, le problème a été réglé à l'amiable.

Le 17 mai 2022, dans la préfecture de Dubreka, Sayon Camara et Moustapha Diané, qui travaillent pour Actu21 et Sokolo médias ont été agressés par le préfet avant d'être empêché d'exercer leur travail.

Le 24 mai 2022, à Kankan, alors qu'ils couvraient une opération de déguerpissement d'espace public dans la région de Kankan, Cheick Sékou Berthé



et Ahmed Sékou Nabé, travaillant pour les radios Espace Kankan ont été agressés physiquement par un officier militaire du nom de Charles Kolipé Lamah.

Le 16 juin 2022, dans la préfecture de Dinguiraye, en Haute Guinée, Mamadou Sagnane, qui travaille pour mosaigueguinee.com et la Radio rurale de cette localité, a été arrêté par la gendarmerie et jeté en prison où il a passé cinq longues heures. Son crime ? Avoir diffusé un communiqué d'une association de jeunes appelant à une mobilisation pour faciliter le rapatriement du corps d'un jeune qui avait perdu la vie après un accident au barrage de Téméné Dougou.

Le 28 juillet 2022, Abdallah Camara et Mohamed Sangaré du groupe Evasion Guinée, Algassimou Baldé du groupe Djoma médias et Mamadou Bhoïe Laafa Sow, Guineematin.com ont été agressés par des manifestants à Conakry, alors qu'ils couvraient une manifestation organisée par le FNDC.

Le 4 août 2022, Mamadou Hady Diallo, journaliste qui travaille pour Djoma Kakandé, a été agressé par des forces de l'ordre, alors qu'il couvrait une manifestation des travailleurs d'une société minière à Boké. Le même jour, à Conakry, Mamoudou Boulléré Diallo d'Espace TV a été menacé par des militaires postés à la T7 dans la matinée alors qu'aucune tension ou de manifestation n'était visible.

Le 5 août 2022, Mohamed Bangoura, journaliste et directeur de publication de mosaigueguinee.com, a été convoqué par les autorités militaires au siège des renseignements militaires, EMGA, à cause d'un article de presse relatif à la disparition d'un véhicule chargé de produits contrefaits dans une caserne militaire. Il a fallu l'implication du Syndicat des Professionnels de la Presse de Guinée (SPPG), que l'affaire soit portée devant la Haute Autorité de la Communication (HAC) et l'affaire a été réglée sur place.

Le 20 octobre 2022, Amadou Djouldé Diallo, journaliste de la radio City FM et du site Guinee360.com, dans l'exercice de son métier a été arrêté par des éléments du BATA (bataillon autonome des troupes aéroportées). Il sera libéré au camp Alpha Yaya Diallo, en haute banlieue. Les images qu'il avait prises dans son téléphone ont été supprimées. Le même jour, à Sonfonia, Isamel Diallo plus connu sous le nom de Kouné, travaillant pour Kumpital, a été obligé par un militaire de ramasser des gourdins sur la voie publique.



A cela, il faut rappeler que le journaliste Chérif Diallo, qui travaillait pour Espace TV est porté disparu depuis le soir du 23 juillet 2015. Près de 7 ans ce confrère n'a pas donné signe de vie depuis qu'il a quitté son domicile à moto. A date, l'on ne sait pas ce qui est arrivé à Chérif Diallo.

Mohamed Koula Diallo, journaliste qui travaillait pour le site d'information guinee7.com, a été froidement assassiné aux abords du siège de l'UFDG dans l'exercice de son métier le 5 février 2016. Depuis, un procès a eu lieu et la sentence est tombée sans que la justice ne montre à l'opinion nationale et internationale le coupable de ce meurtre.

Le 31 octobre 2017, plusieurs journalistes qui étaient venus soutenir leurs confrères du groupe Gangan ont été bastonnés par des gendarmes à la Gendarmerie PM3 de la Carrière. Certains parmi eux avaient perdu leurs matériels de travail. Depuis cette date, les victimes attendent toujours que justice soit faite.

Fidèle à sa mission de soutien et de compassion à la corporation, Presse Solidaire dénonce vigoureusement, toutes formes de musèlement, censure, harcèlement, détention et assassinat à l'endroit des journalistes.

L'Association Presse Solidaire profite de cette occasion pour attirer l'attention des autorités guinéennes et les Organisations de défense de la liberté de la Presse sur les difficultés et menaces que vivent les journalistes guinéens au quotidien.

Par conséquent, Presse Solidaire, soucieuse d'une liberté d'expression pour une démocratie réelle, demande aux autorités de la Transition d'œuvrer davantage à la protection des journalistes, pour qu'ils puissent mener à bien, en toute indépendance, mais en toute responsabilité, leur travail.

Presse Solidaire les invite également de rouvrir le dossier du 31 octobre 2017 pour que les responsabilités soient situées et que les victimes soient rétablies.

La Coordination générale de Presse Solidaire